

Convention collective

**IDCC : 8252. – ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX
(Basse-Normandie)
(19 décembre 1989)**

(Étendue par arrêté du 13 août 1990,
Journal officiel du 30 août 1990)

AVENANT N° 67 DU 10 JANVIER 2019

NOR : AGRS1997065M

IDCC : 8252

Entre :

Union régionale des entrepreneurs des territoires de Basse-Normandie,

D'une part, et

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;

Union professionnelle régionale de l'agroalimentaire CFDT de Normandie ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes Force ouvrière FGTA FO ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Union syndicale régionale agroalimentaire et forestière CGT de Normandie USRAF CGT de Normandie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Lors de la commission du 30 octobre 2018, les partenaires sociaux des ETAR de Basse-Normandie et de Haute-Normandie ont validé le rapprochement des accords santé et prévoyance. Ils ont décidé que les accords santé et prévoyance de Basse-Normandie rejoindraient les accords santé et prévoyance de Haute-Normandie et ainsi abrogeraient les dispositions de la convention collective nationale des ETAR de Basse-Normandie.

Le présent avenant entérine cette décision et concerne la suppression des dispositions relatives aux garanties frais de santé et de prévoyance prévues dans la convention collective des entreprises de travaux agricoles et ruraux de la région de Basse-Normandie du 19 décembre 1989.

Article 1^{er}

Suppression des dispositions santé et prévoyance de la convention collective

Les articles 27 « Régime de prévoyance des salariés non cadres » et 27 *bis* « Frais de santé des salariés non cadres » de la convention collective des entreprises de travaux agricoles et ruraux de la région de Basse-Normandie du 19 décembre 1989 sont abrogés.

Il n'est pas dérogé aux autres articles et conditions de la convention collective des entreprises de travaux agricoles et ruraux de la région de Basse-Normandie du 19 décembre 1989.

Article 2

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant prennent effet au premier jour du trimestre suivant la date de parution de l'extension au *Journal officiel* et au plus tôt au 1^{er} juillet 2019.

Article 3

Dépôt et extension

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent, sans délai, l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale du Calvados de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie.

Fait à Caen, le 10 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)